

Économie

ÉCONOMIE : LE CHOIX DE LA MODERNISATION

Mireille Duteil

Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient | « [Les Cahiers de l'Orient](#) »

2016/4 N° 124 | pages 55 à 65

ISSN 0767-6468

ISBN 9791095992028

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2016-4-page-55.htm>

Pour citer cet article :

Mireille Duteil, « Économie : le choix de la modernisation », *Les Cahiers de l'Orient*
2016/4 (N° 124), p. 55-65.
DOI 10.3917/lcdlo.124.0055

Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient.

© Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Économie : le choix de la modernisation

*par Mireille Duteil**

Le roi Mohammed VI était-il trop optimiste le 21 septembre 2016, dans son message adressé aux gouverneurs des banques centrales et des instituts d'émission arabes réunis en Conseil à Rabat ? L'économie marocaine montre « une résilience notable » dans un « environnement international globalement défavorable » affirmait-il, faisant référence aux printemps arabes – d'où, il faut le reconnaître, le Maroc est sorti la tête haute après une modernisation anticipée de sa Constitution approuvée par référendum.

L'optimisme royal est de bonne guerre et non sans fondement. Le royaume est de plus en plus courtisé par les hommes d'affaires. La chancelière allemande, Angela Merkel, devrait s'y rendre en visite officielle, en janvier 2017, avec un bataillon de chefs d'entreprise ; les Espagnols font la course avec les Français, et les ont battus en 2015 en devenant le premier partenaire commercial du Maroc, devant la France, restée le pre-

** Longtemps rédactrice en chef adjointe de l'hebdomadaire Le Point, Mireille Duteil est spécialisée dans les questions de politique étrangère, en particulier l'actualité de l'Afrique ainsi que du monde arabe et iranien. Elle a auparavant vécu à Alger et été journaliste à Jeune Afrique, et publie aujourd'hui ses éditoriaux sur le blog du Point « Chroniques de l'Afrique et du Proche-Orient ». Elle est notamment l'auteur de La Poudrière algérienne (avec Pierre Devoluy, Calmann-Lévy, 1995), des Martyrs de Tibhirine (Brepols, 1996) et de Chroniques marocaines (Lonely Planet, collection Écrivains voyageurs, 2007).*

mier investisseur du pays. François Hollande comme Manuel Valls, lors de leurs visites officielles (à Rabat au printemps 2013, à Tanger à l'automne dernier pour le président français) ont emmené dans leurs bagages des dizaines de représentants des sociétés du CAC 40, dont trente-six sont présentes au Maroc. La stabilité politique du pays et le volontarisme économique des dirigeants envoient avec succès des signaux positifs aux hommes d'affaires occidentaux frileux à l'égard du monde arabe. En janvier 2016, la Coface¹ a attribué la double note « A4 » au Maroc, tant pour le « risque pays » que pour l'« environnement des affaires », plaçant le royaume au premier rang des cinq grands pays africains au niveau économique, devant l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte et le Nigéria.

C'est le côté jardin, positif et souriant, de l'économie marocaine. Côté cour, le spectacle est différent. La publication annuelle par le Pnud² de l'Indice de développement humain (IDH) de 188 pays fait l'effet d'une douche froide dans le royaume. En 2015 encore³, le Maroc s'est vu gratifié d'un indice de 0,688 sur une échelle qui va de 0 à 1, à la 126^e place sur 188, entre le Nicaragua et la Namibie. Au Maghreb, il ferme la marche après l'Algérie pétrolière⁴ et la Tunisie⁵. Pourquoi ce piètre classement ? L'IDH mesure la qualité de vie moyenne de la population à partir de trois critères : celui de la santé, selon l'espérance de vie à la naissance (76 ans au Maroc) ; puis de l'éducation, avec le niveau de scolarisation, évalué à partir du taux d'analphabétisme et de la durée moyenne de la scolarité. Là est la grande faiblesse du pays où l'école, obligatoire jusqu'à 16 ans, n'est fréquentée, au niveau national, que 4,4 années en moyenne par élève. La scolarité des enfants en milieu rural, en particulier des filles, n'est souvent pas assurée, faute d'écoles proches ou de maîtres. Troisième critère retenu par le Pnud : le niveau

1. Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (ndlr).

2. Programme des Nations unies pour le développement.

3. Les chiffres sont de 2014.

4. 85^e place, avec un indice de 0,736.

5. 98^e place, avec un indice de 0,721.

de vie, d'après le produit intérieur brut *per capita*. Il est, là aussi, le plus faible du Maghreb: 3 000 dollars en 2014. Il est vrai que le royaume est parti de loin – l'indice IDH était de 0,39 en 1980.

Le Maroc s'est modernisé en deux décennies. Les grands travaux d'infrastructures (ponts, nouvelles autoroutes, ports de Tanger-Med, plan de développement en cours à Casablanca pour la transformer en métropole mondiale, barrages, nouveaux quartiers, théâtres, complexes sportifs...) donnent l'impression d'un pays en perpétuel chantier. Le niveau de vie d'une majorité de citoyens, en particulier le long de la zone côtière atlantique (Casablanca, Rabat, Tanger) s'est accru. Pour autant, le royaume ne s'est toujours pas hissé au sein du club des pays émergents, comme le souhaitent le chef de l'État et l'élite économique. La population rurale, en particulier dans l'Atlas, caractérisé par un habitat dispersé, vit en quasi-autarcie. Comment expliquer ce paradoxe? Au vu des chiffres, où en est réellement l'économie marocaine?

Le choix de l'Europe

Il faut faire un premier constat: dans ce pays de 33,6 millions d'habitants, l'économie reste de taille modeste: 0,14 % du PIB mondial. C'est entre 2001 et 2008 qu'elle a commencé à évoluer, sur un rythme de croissance annuelle extrêmement rapide de 6,5 % en moyenne. Très liée à l'Europe, il était inévitable qu'elle subisse, même avec retard – c'est l'effet papillon – et même à faible niveau, les effets de la crise financière de 2008, qui a frappé ses partenaires privilégiés. Nombre de travailleurs marocains en Espagne et en Italie, en particulier les saisonniers, ont perdu – ou n'ont pas retrouvé – leur emploi et sont rentrés au pays. Or la diaspora marocaine compte six millions de personnes, et la demande intérieure s'est ralentie dans certaines régions d'immigration. Résilience du pays? Cet effet négatif a peu duré: en 2015, les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) se montaient à 6,4 milliards de dollars, soit autant que les revenus tirés du

phosphate. Les rentrées des MRE ont toujours été, et restent encore, l'un des piliers de l'économie marocaine.

Le tourisme, l'un des autres piliers de l'économie marocaine⁶, est touché de plein fouet par la désertion des Européens. Les « printemps arabes », les attentats en Tunisie et en Égypte, puis en France, ont incité les touristes à désertir la rive sud de la Méditerranée. Le Maroc a été le dernier – et le moins – touché des pays concernés, mais la baisse des nuitées a été régulière. 2015 et surtout 2016 ont été des années catastrophiques, uniquement sauvées par le tourisme national. Plus question d'envisager les vingt millions de touristes annuels espérés pour 2020 dans le cadre du Plan Azur.

Lorsqu'en 1980, le roi Hassan II avait choisi d'ouvrir l'économie sur l'extérieur – donc vers l'Europe –, c'était après avoir constaté les limites de deux décennies de protectionnisme. Les secteurs du textile et du tourisme avaient été les gagnants de ce virage royal. Pendant quinze ans, le premier avait bénéficié des délocalisations des entreprises européennes (françaises, espagnoles, italiennes) puis, dans la décennie 1990, avait été le premier touché par la concurrence de la main-d'œuvre asiatique à faible coût (Bangladesh, Chine, Vietnam...). Des entreprises marocaines, faisant le choix de la montée en gamme, ont réussi leur reconversion.

En route vers la mondialisation

En 1999, en arrivant au pouvoir, Mohammed VI et son équipe font le pari d'adapter l'économie marocaine à la concurrence internationale. Si les programmes d'ajustement structurel des premières années de la décennie 1990 ont ramené de l'ordre dans les finances du royaume – baisse du déficit budgétaire et relance des capacités entrepreneuriales –, ils ont cependant échoué à régler les problèmes sociaux. Pour

6. 10 % du PIB en 2015 ; 18 % des exportations de biens et services cette même année, où il a couvert 32 % du déficit de la balance commerciale.

faire entrer l'économie marocaine dans la mondialisation, les nouvelles autorités signent des accords de libre-échange⁷ et favorisent la création de conglomerats pour créer des champions nationaux. Le Palais donne l'exemple et investit en particulier dans l'agro-alimentaire via sa holding, la Société nationale d'investissement (SNI). « *Il s'agit d'être le catalyseur de la modernisation du pays* », explique l'un des économistes du cabinet royal. La SNI se retirera des entreprises agro-alimentaires au début de la décennie 2010, pour devenir une société d'investissement minoritaire dans divers secteurs de pointe, en particulier dans l'énergie propre.

Une politique très volontariste est mise en place par une poignée d'ingénieurs de haut niveau passés par les grandes écoles françaises (Centrale, Polytechnique) ainsi que les universités américaines et canadiennes, qui forment l'ossature de la haute administration. Les autorités tablent sur la création de sept grands pôles de développement (Casablanca-Rabat-Kenitra, Tanger, Oujda, Meknès, Marrakech, Agadir, Beni Mellal) pour entraîner économiquement le reste du pays. Des plans de développement sectoriels ambitieux voient le jour. En agriculture, pour échapper à la fatalité de la pluie dont l'absence a fait perdre, dans les années 1990, jusqu'à 6 % de points de croissance par an, on parie sur l'agriculture industrielle. De grandes exploitations – dont les terres sont généralement louées à long terme à de grands industriels marocains ou étrangers – sont favorisées dans le but de moderniser ce secteur voué à l'exportation. La région d'Agadir est dévolue aux cultures maraîchères; celle de Meknès voit le développement de grandes *latifundia* pour les oliviers; la plaine de Béni Mellal, au centre du pays, remet en état les plantations d'agrumes...

L'agriculture n'est pas la seule bénéficiaire de la modernisation. En 2010, elle ne compte plus que pour 17,1 % du PIB; ce sont les services qui tiennent la corde avec 51,4 %, suivis

7. Avec l'Union européenne, les États-Unis, l'Égypte, la Jordanie, la Tunisie, les EAU et la Turquie.

par l'industrie (31,6 %). Pour l'économie marocaine, c'est un changement de cap qui s'effectue à pas de géant. Casablanca, la capitale économique, est le symbole de la volonté moderniste des autorités, à travers la création de Casablanca Finance City (CFC).

Le premier centre financier d'Afrique

C'est un des grands projets du règne : créer un *hub*⁸ financier régional qui puisse servir de plateforme d'échanges entre l'Afrique et le reste du monde. En 2008, Casablanca devient la deuxième place financière du continent après Johannesburg, et regroupe 48 % des investissements et 60 % du PNB du pays. Deux ans plus tard, la capitalisation boursière s'élève à 125 milliards de dollars et près de 130 entreprises sont cotées. Ces dernières années, Casablanca Finance City a supplanté Johannesburg comme première place financière africaine, est devenue la deuxième place du monde arabe après Dubaï et s'est hissée, en 2016, à la 30^e place sur 87 dans le classement du Global Financial Center Index. Dans le secteur des services, le Maroc, fort de sa francophonie, multiplie les créations de centres d'appels (140 entre Casablanca et Tanger) et mise sur 100 000 emplois ; renforce son secteur bancaire, les assurances (Axa va délocaliser 1 500 emplois au Maroc), l'*offshoring*...

Cap sur la sous-traitance

Comment développer l'industrie dans un pays qui n'a guère de matières premières, à l'exception des phosphates ? Il est vrai que dans ce domaine, le Maroc, à travers l'Office chérifien des phosphates (OCP), est le premier exportateur au monde d'or blanc, le troisième producteur et le premier en termes de réserves connues. Mostefa Terrab⁹, président de l'OCP, a fait d'une entreprise nationale un leader mondial

8. Centre (ndlr).

9. Un ingénieur qui avait réussi avec succès, dans les années 1980, la privatisation des télécoms marocains.

dont les marchés se situent à 80 % en Asie, en Amérique et en Europe. Lui aussi regarde vers l'Afrique, ce continent d'avenir qui a besoin d'engrais – issus de la transformation de l'acide phosphorique – pour développer son agriculture. En février 2016 est créée au Maroc une filiale, OCP Africa, exclusivement dédiée à la fabrication d'engrais pour le marché africain. Des usines devraient ensuite voir le jour au sud du Sahara.

Au-delà du phosphate, matière première au prix de vente erratique, les autorités parient sur le développement des industries de sous-traitance pour améliorer la balance commerciale du pays, créer des emplois, acquérir des transferts de technologies et former des ingénieurs et des techniciens – une catégorie de cadres moyens qui fait défaut au pays. En 2015, le secteur de la sous-traitance a explosé : + 20% par rapport à 2014, et des exportations qui ont rapporté 5 milliards d'euros. Son champ d'action : l'industrie des hautes technologies, l'aéronautique et l'automobile¹⁰. Ce secteur rassemble des centaines d'entreprises étrangères (françaises, espagnoles, belges et italiennes en tête), souvent associées à des sociétés marocaines principalement réparties entre la zone franche de Tanger¹¹, Casablanca¹², Kenitra¹³ et Rabat¹⁴. En mai dernier, 147 exposants étaient présents au salon de la sous-traitance de Tanger.

Cette politique volontariste de développement économique a commencé à transformer le pays, mais elle a un coût. Le Maroc a investi dans de grands travaux d'infrastructures (autoroutes, télécommunications modernes, ports, ponts, un train à grande vitesse, logements...) qui font appel à des investisseurs marocains et étrangers. Le pays se modernise, et s'endette. Mais le roi sait qu'il peut faire appel à la géné-

10. La 500 000^e voiture Renault est sortie des chaînes de Tanger en 2016 et Peugeot planifie l'ouverture d'une usine à Kenitra en 2019.

11. L'équipementier Valeo y a investi 50 millions d'euros en juillet 2016.

12. Latécoère y a ouvert sa première usine près de l'aéroport en juillet 2016 et l'américain Eaton y est installé depuis 2015.

13. Peugeot y finance une école d'ingénieurs franco-marocaine, partenaire de Centrale, sur le site de sa future usine.

14. Siège d'un centre de transfert de Peugeot.

rosité de ses amis séoudiens et émiratis : pour la seule année 2014, les pays du Golfe ont apporté 28 % des investissements directs étrangers (IDE), soit un milliard d'euros. Le montant de leurs IDE entre 2015 et 2024 est estimé à la somme colossale de 120 milliards de dollars.

Des finances mal en point

Les finances marocaines traversent cette année une passe difficile. Pour certains économistes, le Maroc entre de nouveau dans une ère de turbulence qui le voit, tous les dix ou vingt ans, plonger dans une crise financière due à un endettement incontrôlé. Il doit alors faire appel au FMI et mettre en place une politique d'austérité. Ce fut le cas en 1983, puis de nouveau de 1992 à 1994. Le royaume pourra-t-il y échapper en 2017 ? Au premier semestre 2016, l'endettement public était important (82 % du PIB) ; quant au service de la dette globale, il représentait 64 % des dépenses du budget général et 35 % des recettes fiscales. La difficulté est que ce déficit structurel du Maroc, qui dure depuis des décennies, s'accompagne en 2016 d'une croissance faible estimée à 1,2 %, soit quatre fois moins que l'année précédente. La cause en est, une fois encore, la mauvaise conjoncture agricole, conséquence du manque de pluie : l'effondrement de 70 % de la récolte céréalière en 2016 a obligé le Maroc à importer 4 millions de tonnes de blé tendre des États-Unis et d'Europe.

Pour assurer son développement, mais aussi faute d'une gestion très rigoureuse, le royaume vit largement au-dessus de ses moyens. Il importe annuellement, en produits énergétiques, biens d'équipement et de consommation, près de deux fois plus qu'il ne produit¹⁵. En tête des exportations : des produits manufacturés (voitures, matériels aéronautiques...) nés de la modernisation de l'économie, qui ont dépassé en valeur les exportations de phosphates et de produits agricoles (fruits et légumes).

15. 37 milliards de dollars contre 20 milliards en 2015.

Autre point noir : depuis 2008, le Maroc crée moins d'emplois qu'auparavant (90 000 par an contre 120 000 dans la décennie 2000). C'est largement insuffisant pour absorber, chaque année, les 600 000 nouveaux venus sur le marché du travail. Le taux de chômage flirte avec les 10 % et dépasse le double chez les 15-24 ans. La réalité est peut-être même pire que ce que veulent bien avouer les chiffres officiels, en particulier pour le chômage en milieu rural : 4,4 %. Une certitude : le Maroc ne bénéficie pas encore de la baisse de la croissance démographique, qui est passée à moins de 2 % cette dernière décennie. Le nombre d'enfants par femmes a chuté à 1,4 % chez les citadines ayant un niveau d'études secondaires et universitaires (soit l'équivalent d'un taux européen) contre 2,5 enfants par femmes en moyenne. Force est de constater que le Maroc a réalisé en 22 ans (de 1982 à 2004) ce que la France a mis 160 ans à achever.

Le temps de l'Afrique

Les liens historiques, religieux et économiques entre le Maroc et l'Afrique existent depuis de longs siècles, et le royaume n'a jamais vraiment coupé avec le continent noir. Depuis la fin des années 2000, le roi affiche sa volonté de s'en rapprocher, d'y investir sans compter et de faire du Maroc le *hub* entre le continent noir et l'Europe. « *L'Afrique doit faire confiance à l'Afrique* » déclarait-il en 2014 à Abidjan. En 2015, Rabat est à l'origine de près de 25 % des investissements extérieurs de la Côte d'Ivoire, et le premier investisseur étranger du pays. Maroc Télécoms, première entreprise marocaine au sud du Sahara dans les années 1990, est aujourd'hui présent dans presque chaque pays francophone. Le secteur bancaire, lui, a suivi les télécommunications : quasi inexistants auparavant, les actifs bancaires du Maroc en Afrique francophone ont été multipliés par trois de 2009 à 2014. Les assurances ont suivi les banques : en septembre 2016, Saham Group a racheté la totalité de la compagnie mauricienne Sun Insurance Co. Au niveau industriel, l'objectif des autorités est de produire au Maroc et de vendre en Afrique subsaharienne – une opération

qui va rapidement s'avérer indispensable si les entreprises de sous-traitance veulent se développer. Elle sera positive à la fois pour les partenaires marocains et européens. À Rabat comme à Paris, on travaille à mettre sur pied des opérations triangulaires consistant à fabriquer au Maroc des produits français vendus en Afrique. La France et le Maroc disposent d'ailleurs d'un fonds d'investissements commun pour répondre aux appels d'offres au sud du Sahara.

L'énergie verte

C'est le dernier grand chantier du pays. Disposant d'un vaste territoire, de 3500 km de côtes, de soleil et de vent en abondance, le Maroc mise sur l'énergie solaire et éolienne pour remplacer, en partie, le pétrole et le gaz, dont le pays est dépourvu et dont il doit importer 97 % de ses besoins – une addition qui pèse lourd dans la balance des paiements. La filière de l'éolienne a vu le jour avec une douzaine de parcs à travers tout le pays. Tarfaya, dans le sud, au bord de l'Atlantique, qui abrite le plus grand parc éolien d'Afrique, a été réalisé par la société marocaine Nareva, en partenariat avec GDF Suez, et a demandé un investissement de 5 milliards de dirhams (450 millions d'euros). Mais si le Maroc dispose de vent toute l'année et affiche les coûts les plus avantageux du monde dans l'énergie éolienne, le solaire revient plus cher. Dans ce secteur, le Maroc reste le plus grand investisseur¹⁶ depuis la mise en service de la centrale solaire Noor, à Ouarzazate, en février 2016, prévue pour être la plus grande du monde et pour approvisionner en électricité un million de foyers. L'Agence marocaine pour l'énergie solaire (MASER) veut à présent lever un fond de 9 milliards de dollars. Parallèlement, le Maroc, qui accueille en novembre 2016 la COP 22, tente de valoriser les mécanismes de développement propre et négocie des crédits-carbone. Les grandes sociétés

16. Plus d'un milliard de dollars.

nationales – l'OCP¹⁷, l'ONEP¹⁸, la CDG¹⁹ – sont appelées à financer les expériences les plus audacieuses, et les paysans sont incités à cultiver des produits rentables et « propres », tel le safran, le cumin, l'argan, etc.

Les autorités marocaines font feu de tout bois pour transformer l'économie. Pourront-ils y réussir sans bâtir un véritable État de droit, qui permettra aux investisseurs de ne pas craindre d'être spoliés ou de devoir payer des bakchichs? La corruption, certes combattue mais toujours présente, reste un véritable frein au développement. Autre point noir: le choix du soutien prioritaire donné aux grandes entreprises s'est effectué au détriment des PME et PMI, créatrices d'emplois et à l'origine d'un maillage économique du pays. Le secteur bancaire, qui ne s'est pas suffisamment modernisé, ne leur assure pas encore le rôle de soutien nécessaire. Son absence laissera toujours une grande partie des Marocains au bord de la route.

17. Office chérifien des phosphates (voir plus haut).

18. Office national de l'eau potable.

19. Caisse de dépôt et de gestion.